

**Convention pour la Constitution d'un Pôle de Rassemblement Démocratique
pour la Martinique
Dimanche 26 mars 2006 – hall des sports de Ducos**

Discours d'ouverture de Claude LISE

Mesdames et Messieurs les invités à notre Convention,

Chers Camarades et Amis, membres de la Convention,

Bonjour et Bienvenue dans ce hall des sports mis si amicalement à notre disposition par Monsieur le Maire de Ducos, mon ami Charles André MENCE que je vous demande d'applaudir chaleureusement pour le remercier !

Nous devons le remercier d'autant plus qu'il ne vous a pas échappé que l'on s'est beaucoup intéressé à lui ces jours-ci, comme par hasard ! et qu'on a abusivement monté en épingle quelques difficultés financières que Ducos partage, à vrai dire, avec beaucoup d'autres collectivités.

Du fait de l'insuffisance criante des ressources allouées à ces collectivités (et en tant que parlementaire, vous savez que j'ai souvent dénoncé cette situation !).

Ces difficultés, que l'on tente d'exploiter de façon indécente, l'équipe municipale ducossaise n'a pas à en rougir vu les réalisations qu'elle a à son actif, au prix d'une courageuse politique d'investissement qui traduit le souci de ne pas simplement faire face au quotidien, mais d'assurer l'avenir de cette belle commune. Cette belle commune par ailleurs si durement éprouvée il y a quelques mois, certains l'on apparemment déjà oublié. Mais nous qui sommes là, nous n'avons pas la mémoire volatile ! Nous disons donc : merci, Monsieur le Maire, soyez assuré de notre solidarité, et de notre solidarité agissante !

--

Je tiens, bien sûr, à saluer les invités qui ont bien voulu marquer leur intérêt pour nos travaux même s'ils n'y participent pas. Je veux leur dire que leur présence nous honore.

Ils ont été invités à titre individuel, mais je veux signaler, même si les partis politiques n'ont pas été invités, qu'il y a parmi eux des élus et responsables de la FSM, de BATIR LE PAYS MARTINIQUE, de VIVRE A SCHOELCHER et du PCM.

Je ne vais pas tous les nommer, mais je tiens à adresser un salut particulier à : Madame Christianne BAURAS, Madame Claire TUNORFE, Monsieur Alfred SINOSA, Monsieur Emile CAPGRAS, Monsieur Garcin MALSA et Monsieur Marcellin NADEAU.

--

Chers Amis et Camarades membres de la Convention,

Ai-je besoin de vous dire le plaisir, l'immense plaisir que j'éprouve à vous voir si nombreux ! Le pointage à l'entrée indique en ce moment : 1200 présents !

Ai-je besoin de vous dire le plaisir que j'éprouve à voir tant d'élus, tant de représentants des forces vives de la Martinique !

A voir un tel éventail de citoyennes et de citoyens, venus de différentes communes (beaucoup sont représentées dont certaines par des élus, conseillers municipaux, conseillers généraux et Maires que je tiens à saluer particulièrement.

Je veux citer la présence de Messieurs les Maires de :

- Anses d'Arlet : Eugène LARCHER

- Bellefontaine : Maxence DELUGE
- Carbet : Alexandre MOURIESSE
- Diamant : Serge LARCHER, (Sénateur de la Martinique)
- Ducos : Charles-André MENCE
- Grand-Rivière : Joachim BOUQUETY
- Marigot : Ange LAVENAIRE
- Robert : Alfred MONTHIEUX
- Saint pierre : Raphaël MARTINE
- Saint-Joseph : Athanase JEANNE-ROSE

Je veux saluer aussi Mesdames les Conseillères Régionales, Madeleine de Grandmaison et Marthe-Marie VELAYOUDON ainsi que Messieurs les Conseillers Généraux de :

Ai-je besoin de vous dire tout le plaisir que j'éprouve à voir ici rassemblés tant de femmes et tant d'hommes dont les uns ont un passé militant politique, syndical ou associatif affirmé ; les autres, on le sent bien, une sorte d'impatience d'apporter leur contribution à la construction d'un avenir prometteur pour notre terre martiniquaise, d'un avenir qui soit à la hauteur des attentes et des espérances de ses enfants.

Ai-je besoin aussi de vous dire tout le plaisir que je ressens à voir dans cette salle tant de jeunes alors qu'on les dit si peu intéressés par la politique, si peu enclins à l'engagement citoyen !

Bravo les jeunes !

Vous prouvez que vous savez vous mobiliser pour vous occuper des affaires de notre pays lorsque l'on vous offre des perspectives autres que celles d'être des supplétifs, autres que de constituer des masses de manœuvre en période

de campagnes électorales et que l'on ne prend plus la peine d'entendre et encore moins d'écouter par la suite.

--

Merci à vous tous d'être là pour réfléchir ensemble à l'avenir de la Martinique et pour prendre ensemble certaines décisions que nous estimons devoir prendre face à la situation préoccupante à bien des égards qui s'offre à nous.

On a, vous le savez, beaucoup entendu parler ces derniers temps d'appels au rassemblement de la gauche démocratique. Eh bien, je vous confierai que lorsque l'on me demandait ce que j'en pensais, je me contentais de répondre ceci : « dans un appel au rassemblement, il y a deux choses à considérer : il y a l'appel et il y a le rassemblement ; moi, je m'occupe du rassemblement ! ». Et c'est ce que j'ai fait !

Mais je ne l'ai pas fait tout seul, je n'ai pas emprunté une démarche solitaire, j'ai choisi une démarche collective et c'est d'abord avec mes amis élus et militants PPM, ceux que l'on a, comme vous le savez, qualifié de « refondateurs ou de dissidents » que j'ai entrepris une démarche en profondeur, évitant tout tapage inutile. Une démarche patiente mais résolue, une démarche empreinte d'une conviction : la conviction de répondre, en fait, à un appel ; l'appel que lance depuis bien longtemps déjà un nombre croissant de nos concitoyens, à juste titre persuadés qu'on ne construit pas l'avenir d'un pays, dans un monde si difficile, sans tout faire pour regrouper ses forces.

Au départ, les « refondateurs » avaient fait de cette question l'un des points importants de leurs revendications en faveur « d'un vrai congrès de refondation » du PPM. La refondation que nous souhaitions devait, nous en étions convaincus, mettre un PPM nouveau en situation d'être un pôle de rassemblement

de la gauche démocratique. C'est dire si nous étions éloignés, alors, de toute velléité de porter atteinte à l'unité du PPM ! Nous ne sommes malheureusement pas arrivés à nous faire entendre. Il n'y a pas eu de refondation : les conditions de préparation – ou plutôt d'impréparation – du Congrès de juin et octobre 2005 et les conditions dans lesquelles celui-ci s'est déroulé ne le permettaient évidemment pas.

Aucun des problèmes de fond que nous avons soulevés, et notamment la question de la démocratie dans le fonctionnement même du Parti, n'a été sérieusement abordée par les congressistes et depuis, la nouvelle direction du PPM n'a jamais cessé de faire preuve d'une totale intransigeance et n'a accepté aucune remise en cause, ni de sa ligne ni de son comportement.

Et je dois dire qu'en matière de comportement, les choses se sont d'ailleurs plutôt détériorées car en dépit des belles déclarations apaisantes à destination des médias, nous avons assisté ces dernières semaines à des manœuvres diverses et souvent très insidieuses visant à contrecarrer le projet qui se concrétise aujourd'hui ; et certains des nôtres ont redécouvert à leur dépend les bonnes vieilles méthodes de pression et d'intimidation que l'on croyait relever d'une époque à jamais révolue.

C'est dire qu'un appel au rassemblement lancé par cette nouvelle direction progressiste, incapable de rassembler à l'intérieur même de son Parti et d'accorder, sur la question de la démocratie, son discours et sa pratique, ne pouvait qu'être voué à l'échec.

C'est donc, il faut bien le reconnaître, parce que mes amis et moi nous avons pris nos responsabilités ; c'est parce que, dans le débat engagé depuis plusieurs mois avec les instances dirigeantes du PPM, nous avons pris des positions

claires et affirmé avec force que nous n'allions pas transiger sur les principes, que nous avons pu obtenir l'écoute favorable d'un nombre de plus en plus important de Martiniquais. C'est parce que nous avons pris des positions claires et que nous nous sommes montrés fermes sur les principes que notre démarche est apparue crédible aux yeux de beaucoup d'élus politiques.

Et c'est ce qui explique que nous ayons pu réussir le rassemblement d'aujourd'hui. En dépit, comment ne pas le dire, de l'inlassable travail de désinformation qui a été mis en œuvre contre nous, et avec quel talent, avouons-le !

Avec quelle subtilité s'est-on, en effet, jour après jour, ingénié à ramener à une simple querelle de personnes un débat portant sur des questions de fond !

Mais des questions de fond que l'on n'a pas envie d'aborder publiquement, car elles amèneraient les citoyens à exercer leur esprit critique. Et comment leur expliquer tant de variation dans la pensée, et dans le discours ? tant de contradictions entre les mots d'ordre et la pratique sur le terrain ? tant de véritables doubles jeux ?

Que de questions auraient-ils à poser par exemple, ces citoyens désorientés, par exemple : sur la question du libéralisme, sur le problème de l'évolution institutionnelle, ou bien sur les modalités de réception, pour le moins ambiguë, de Nicolas SARKOZY, ou encore les variations de discours à propos du CPE ?

On devine les conséquences : cela amènerait les citoyens à ne pas s'arrêter aux mots et aux slogans pour s'intéresser aux contenus qu'ils peuvent être chargés de recouvrir ; cela amènerait les citoyens à ne pas se laisser impressionner

par les postures – facilement avantageuses – pour découvrir les positions réelles qu’elles peuvent masquer.

Eh bien, cette conception de la politique, celle que, dans une célèbre formule, Paul VALÉRY dénonçait comme étant « l’art d’empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde » n’est pas la mienne et elle n’est pas, je le sais, celle que vous partagez.

Nous avons, en effet, quelque chose de fondamental en commun nous tous ici et qui cimente notre rassemblement : c’est de toute évidence une certaine idée de la politique qui va de pair avec une certaine idée de la citoyenneté.

Pour nous, il ne peut être question de confiner le citoyen dans le rôle ingrat de spectateur passif de joutes politiciennes aux enjeux difficilement lisibles, et donc de spectateur tout naturellement porté à l’abstention.

Le citoyen doit être considéré comme un acteur capable de peser sur les décisions qui concerne sa vie et son avenir. Il doit donc être suffisamment armé pour faire des choix. Et pour cela, le rôle des partis politiques est fondamental.

C’est pourquoi il ne peut être question, pour nous, d’accepter de réduire ce rôle à celui de simple rampe de lancement pour candidats aux postes électifs. Il ne peut être question surtout d’en faire, comme on le voit, hélas, trop souvent, des écuries de courses à la disposition d’opportunistes pressés ; d’opportunistes piaffants tellement d’impatience dans leur désir d’assouvir leur ambition et leur appétit de pouvoir qu’ils estiment devoir faire l’économie d’un minimum d’apprentissage de vie militante.

Pour nous, un parti politique doit être un lieu de formation, un lieu de réflexion et d’approfondissement de toutes les grandes questions qui se posent – et

qui nécessitent d'être abordées dans toutes leur complexité -. Un parti politique doit être un lieu de recueil et d'analyse des problèmes, des attentes et des aspirations de citoyens – ce qui suppose une présence militante très largement répartie sur le territoire et au sein des forces vives du pays -.

Il doit être, en retour, un lieu d'élaboration, de propositions et de projets à soumettre au jugement des citoyens.

Mais pour les démocrates que nous sommes, un Parti politique doit être quelque chose de plus : il doit assumer une éminente responsabilité : celle d'être un instrument de pédagogie de la démocratie.

Il doit montrer dans son fonctionnement même son souci de promouvoir l'idéal démocratique.

Cela suppose évidemment des statuts rédigés en conséquence :

- assurant la réelle liberté de vote des adhérents. Ne dites pas que c'est banal : en 2006, ça semble demeurer encore pour certains une idée neuve !
- Interdisant toute forme d'abus et de confiscation du pouvoir,
- Garantissant la libre confrontation des idées dans les débats internes,
- Reconnaisant un droit de tendance, c'est à dire le droit pour les adhérents à se regrouper en courants de pensée dans les limites dictées dans le respect des principes fondamentaux du parti et en faisant en sorte que les règles de représentation dans les instances dirigeantes ne pervertissent pas l'objectif visé : cet objectif doit demeurer l'enrichissement du débat au profit de tous et non la confrontation entre les personnes dans le cadre d'enjeux de pouvoir.

Mais, nous sommes nombreux ici à être payés pour le savoir, il ne suffit pas de disposer des meilleurs statuts possibles, encore faut-il les faire vivre dans le cadre d'une véritable culture démocratique dont la responsabilité incombe en définitive à chaque responsable et à chaque membre de l'organisation.

Eh bien, mes Cher(e)s ami(e)s, cette conception que nous partageons, c'est celle que vous êtes invités à mettre en œuvre dans le pôle de rassemblement que nous appelons de nos vœux.

Cette organisation que nous proposons d'appeler « Rassemblement des Forces démocratiques pour la Martinique », nous voulons qu'elle rassemble large mais nous ne voulons pas pour autant qu'elle devienne un rassemblement hétéroclite. Nous voulons que son identité soit ancrée sur quelques principes fondamentaux qui ont été fortement mis en avant par tous ceux qui, parmi vous, ont participé aux nombreuses réunions que nous tenons depuis quelques semaines.

Permettez-moi de les présenter brièvement, étant entendu que vous serez amenés, après discussion, à en faire une ultime validation.

Il s'agit premièrement, pour les adhérents de se reconnaître dans les grandes valeurs du socialisme démocratique et de se prononcer pour un projet de société émancipateur pour l'être humain et le Martiniquais en particulier.

Un projet de société qui, grâce à des institutions authentiquement démocratiques puisse assurer et concilier au mieux :

- respect des libertés individuelles fondamentales ;
- respect de « l'éminente dignité de la personne humaine », ce qui implique le respect de la diversité des appartenances ethniques et identitaires
- égalité, comprise avant tout comme égalité des chances dans tous les domaines (du social à l'économique en passant par l'éducatif et le culturel).
- Solidarité

Un projet de société qui refuse la subordination, considérée comme une fatalité à la logique de la production marchande et à celle de l'accumulation effrénée du capital et qui, pour cela :

1- se donne les moyens de réguler le marché par l'intervention des pouvoirs publics et des syndicats selon la formule : « le marché autant que possible, l'intervention des pouvoirs publics et la mise en œuvre des contre-pouvoirs syndicaux autant que nécessaire ».

2 - se donne les moyens de maintenir hors de l'empire du marché certaines activités : en dehors des activités régaliennes bien sûr, les activités où doit prévaloir l'exigence d'égalité des chances et de solidarité (éducation, santé, ...) et les activités qui n'ont pas pour finalité de concourir à la production marchande mais d'être génératrices de sens pour l'individu (je veux penser notamment à la culture...).

D'où le rôle indispensable des services publics et la place à accorder au secteur de l'économie sociale.

Un deuxième principe mis en avant c'est la claire affirmation de l'existence du peuple martiniquais.

Ce peuple existe, riche d'une identité plurielle grâce à laquelle il a su forger une culture originale.

Il a la volonté non seulement de sauvegarder mais aussi de promouvoir sa cohérence et sa personnalité propre, en tenant compte de ce qu'apporte sa jeunesse sur le plan identitaire et culturel ; car il importe en effet d'avoir une conception dynamique et non pas figée de notre identité et de notre culture. Il importe, comme nous l'enseigne la pensée humaniste d'Aimé CESAIRE, de s'attacher à promouvoir cette identité en restant fidèle à la double exigence de l'enracinement et de l'ouverture au Monde.

Puisque je viens d'évoquer Aimé CESAIRE, je veux dire ceci : nous sommes nombreux à pouvoir nous revendiquer d'Aimé CESAIRE ou à nous considérer comme les fils et les filles spirituels d'Aimé CESAIRE.

Mais nous ne pensons pas qu'il suffit pour cela de se camoufler derrière lui, de l'utiliser comme paravent, comme bouclier, comme alibi.

Nous entendons prouver notre attachement à l'homme et notre fidélité à sa pensée, en faisant rayonner son œuvre. Car c'est une pensée vivante ! que l'on a pas le droit de figer, qui ne peut être confisquée par personne.

On doit évidemment reconnaître au peuple Martiniquais le droit à l'autodétermination comme un droit naturel (comme vous le savez, j'ai d'ailleurs

veillé à ce que ce droit soit implicitement reconnu à l'article 1 de la loi d'orientation pour l'outre-mer de décembre 2000).

Troisième principe fondamental, il s'agit de reconnaître la nécessité d'une évolution institutionnelle permettant de disposer de suffisamment de pouvoirs locaux de décision pour permettre :

- d'une part, d'assurer la sauvegarde de l'identité et la cohésion du peuple martiniquais ;
- d'autre part, de concevoir et d'impulser des politiques de développement adaptées aux réalités locales.

Cette revendication, telle qu'on peut la concevoir aujourd'hui, doit tenir compte :

- de la volonté des Martiniquais de ne pas voir remettre en cause un certain nombre d'acquis démocratiques ainsi qu'un certain nombre d'acquis sociaux qui sont le fruit de longues et difficiles luttes du monde du travail.
- De notre environnement géographique.
- Des grandes évolutions politico-économiques en cours.

Sur le plan institutionnel, le statut qui concilie ces diverses exigences s'appelle un statut d'autonomie. Mais, derrière le mot objet de malentendus et de peurs irraisonnées, il importe de mettre un contenu qui puisse convenir aux citoyens martiniquais. Cela devra être l'un des importants chantiers à ouvrir au sein de notre rassemblement.

Mais, d'ores et déjà, ce qui nous est revenu de tous nos travaux préparatoires, c'est que l'autonomie doit être clairement présentée au peuple comme un moyen et non comme une fin.

On ne peut, comme le font certains, en parler comme d'une sorte de terre promise sur laquelle on a tout le loisir de rêver, sans savoir comment y parvenir, quand on peut espérer atteindre ses rivages et ce qu'on est sûr d'y trouver ; en pensant qu'on y parviendra de toute façon un jour et qu'on y sera bien !

On a vu hélas les résultats auxquels on aboutit avec cette conception utopique de l'autonomie. Avec cette conception en guise d'alibi on a en effet tout le loisir, dans la réalité d'aller à contre-courant de la voie de la responsabilité martiniquaise :

- on néglige de saisir les opportunités réelles d'avancées comme celles qui auraient pu faire de la Martinique une collectivité unique ; la vérité des chiffres oblige à dire, en effet, que ce ne sont certainement pas les divers gauches que l'on s'est ingénié à accuser qui sont responsables de l'échec du oui au référendum de décembre 2003
- on accepte le plaquage pur et simple de réformes non conçues pour un petit territoire comme le nôtre et qui aboutissent, comment ne pas s'en rendre compte, à fractionner et donc à affaiblir le peu de pouvoirs dont nous disposons.

Monsieur Philippe SEGUIN, Premier Président de la Cour des Comptes, s'est montré en la matière, lors de son récent passage ici, beaucoup plus clairvoyant que certains autonomistes !

Ce qui nous est remonté aussi de nos travaux c'est qu'il est nécessaire d'entreprendre un travail pédagogique systématique pour convaincre les citoyens martiniquais :

- Premièrement, que le système actuel de région monodépartementale n'est en rien garant du maintien de la Martinique dans la République française et la communauté européenne mais est, en revanche, profondément préjudiciable à leurs intérêts ;

La aussi Monsieur Philippe SEGUIN ...

- Deuxièmement, qu'une assemblée unique peut être conçue de telle sorte qu'elle puisse disposer en son sein mais aussi en dehors d'elle de garde-fous démocratiques et de contre-pouvoirs mettant à l'abri de tous risques de dérive antidémocratiques.

Enfin, il est apparu, au cours de nos travaux, qu'il était urgent d'instaurer, au sein de notre rassemblement, un débat sérieux, s'appuyant sur des études solides et éventuellement l'audition d'experts :

- premièrement, sur la question du mode d'élection à une assemblée unique avec comme objectif : comment réussir à concilier vision globale du pays et prise en compte des intérêts particuliers de certaines composantes territoriales ;
- deuxièmement, sur les dispositions du titre XII de la Constitution, l'objectif étant de procéder à une analyse comparative des articles 73 et 74 mais également de procéder à l'élaboration de propositions de modifications qui pourraient être utilement portées à la rédaction de ce titre XII dans le cadre d'une prochaine révision constitutionnelle. Une telle éventualité apparaît vous le savez, très probable au lendemain des Présidentielles.

Quatrième principe fondamental, l'importance accordée à l'élaboration d'un projet de développement moderne tenant compte des réalités du monde d'aujourd'hui.

Il s'agit là d'un autre grand chantier auquel les membres du RFDM devront s'atteler. Ils devront le faire en s'attachant davantage à recenser et à mettre en avant nos atouts qu'à énumérer, comme on ne le fait que trop souvent, nos handicaps.

Il importe plus que jamais de convaincre ceux qui nous gouvernent, et peut être plus encore ceux qui vont être amenés à nous gouverner, qu'ils doivent avoir une autre vision que celle qui prévaut encore.

Ainsi, nous possédons un taux de croissance plus élevé que celui de l'Hexagone et, contrairement à une idée reçue, les transferts publics en proportion du PIB sont en réduction et notre marché intérieur joue un rôle moteur de plus en plus important dans ce PIB. Nos entreprises font preuve d'un très réel dynamisme. Même dans nos secteurs traditionnels (agriculture, pêche), on note une volonté de se moderniser et de rechercher la performance.

Tout cela est loin d'être reconnu.

Il importe par ailleurs de s'attacher à faire reconnaître les possibilités que nous offre notre positionnement à l'interface entre l'Europe et les pays de la Caraïbe et de l'Amérique latine ; Le rôle de facilitateur d'échanges, de transferts de technologies et de savoir faire que nous pouvons y jouer en nous appuyant sur le capital humain que nous possédons et qui ne demande qu'à être davantage valorisé.

L'élaboration d'un tel projet de développement ne peut évidemment se concevoir sans tenir compte de l'impératif de préservation de notre environnement ; sans tenir compte, d'une manière générale, des conditions à remplir pour la mise en œuvre d'un véritable développement durable. L'élaboration d'un tel projet de développement ne peut, par ailleurs, se concevoir indépendamment de la réflexion sur notre situation institutionnelle et notamment sur les handicaps générés par cette situation.

Tels sont, Chers Camarades et Amis, si vous les approuvez, bien sûr, à l'issue de cette convention, les grandes valeurs et les positions fondamentales qui devraient conférer son identité au Rassemblement des Forces Démocratiques pour la Martinique.

Cette organisation, nous allons, je n'en doute pas, prendre solennellement la décision de la créer et décider, par conséquent, de la tenue prochaine d'un Congrès Constitutif.

Je veux souligner, avant de terminer mon intervention, que notre volonté de créer ce « Pôle » de Rassemblement, comme nous aimons l'appeler, ne se nourrit d'aucun esprit d'hostilité à l'égard des partis et organisations de la Gauche Martiniquaise. D'aucune motivation négative, fût-ce à l'égard de ceux qui, avec une insigne mauvaise foi, traitent de diviseurs des militants politiques qui, pendant des années, ont désespérément tenté de réaliser avec eux ce qui trouve son aboutissement aujourd'hui, évidemment sans eux et, l'on est bien obligé d'ajouter, malgré eux.

Non, ce qui nous motive, je dirai même ce qui nous galvanise, ce qui décuple nos forces, c'est la conviction que le pays Martinique a plus que jamais besoin de se rassembler pour affronter les défis d'aujourd'hui et de demain.

La conviction aussi que de larges rassemblements sont effectivement possibles autour de valeurs et de principes fondamentaux bien identifiés.

Celui que nous proposons, nous sommes profondément persuadés qu'il peut permettre, dans le respect des valeurs et positions fondamentales qu'il va clairement afficher, la coexistence d'un assez large éventail de sensibilités.

Mais ce qui, à n'en pas douter, fera vraiment l'originalité de notre rassemblement, ce sera son mode de fonctionnement. Un fonctionnement conforme, bien sûr, à celui qui doit prévaloir dans un parti démocratique – ce que j'ai déjà évoqué il y a un instant – ; mais un fonctionnement qui se veut aussi particulièrement soucieux de respecter la capacité d'initiative de ses différentes composantes territoriales et de privilégier, le plus possible, la coordination sur la centralisation.

Chers Camarades et Amis, la démarche que nous avons engagée répond, nous le sentons bien, à une profonde attente d'une majorité de Martiniquais.

Notre réunion de ce matin en marque une étape fondamentale et apparaît, d'ores et déjà, comme un succès, annonciateur d'autres succès.

Mais elle ne constitue, bien sûr, qu'un commencement.

Nous avons encore beaucoup de travail en perspective pour faire en sorte que notre futur Congrès constitutif soit un grand Congrès, un Congrès qui fera date.

Il devra, selon moi, être marqué par le même esprit d'ouverture que celui qui nous anime depuis le début. En acceptant d'abord que d'autres puissent y participer avec nous sur la base évidemment du respect de nos valeurs et positions fondamentales.

Mais également en prévoyant, dans les statuts qu'il faudra élaborer, les conditions auxquelles des organisations et partis politiques pourront soit nous rejoindre, soit former avec nous une structure fédérative à définir.

Notre volonté est de rassembler en nous, mais aussi autour de nous, pourvu que ce soit au nom de valeurs communes et sur des bases claires.

Comme nous nous sentons proches, ce faisant, de celui qui nous a enseigné à toujours prendre « le parti du plus large contre le plus étroit ».

Comme nous nous sentons proches de notre peuple !

Comme nous nous sentons proches de notre jeunesse !

Et comme nous nous sentons investis d'une responsabilité qui nous interdit désormais de baisser les bras. Une responsabilité qui nous commande, bien au contraire, de nous hisser sans cesse, par notre dévouement, par notre capacité d'engagement, par notre détermination, à la hauteur de l'espoir que nous sommes en train de faire naître.